

Au Journal officiel du 20 au 26 juin 2015

Au Journal officiel du 20 au 26 juin 2015

29/06/2015

Au Journal officiel du 20 au 26 juin 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 20 juin 2015 :

- Décret n° 2015-689 du 18 juin 2015 relatif à la **gestion des comptes nominatifs des personnes détenues et à la mise à disposition des sommes y figurant** - *Modification du Code de procédure pénale* ;
- Décret n° 2015-692 du 18 juin 2015 modifiant certaines dispositions réglementaires relatives aux **recherches biomédicales** mentionnées aux articles L. 1125-1, L. 1125-2 et L. 1125-3 du Code de la santé publique - *Modification du Code de l'environnement, du Code de la santé publique et du décret n° 2007-358 du 19 mars 2007* ;
- Décret n° 2015-693 du 18 juin 2015 relatif à **l'indemnisation des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques** - *Modification du Code général des collectivités territoriales et abrogation du décret n° 2000-686 du 20 juillet 2000* ;
- Décret n° 2015-694 du 18 juin 2015 **modifiant les règles régissant certaines instances de concertation et complétant la liste des agents susceptibles d'être habilités à constater certaines infractions sur le territoire de la métropole de Lyon** - *Modification du Code de l'environnement, du Code de la santé publique et du décret n° 89-677 du 18 septembre 1989* ;
- Arrêté du 8 juin 2015 relatif aux **statuts types des sociétés de courses de chevaux** - *Abrogation de l'arrêté du 12 mars 2007* ;
- **Arrêté du 11 juin 2015 relatif à la création d'un panneau de signalisation sens interdit sur fond jaune vif** - *Modification de l'arrêté du 24 novembre 1967 et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963* ;
- Arrêté du 17 juin 2015 *modifiant l'arrêté du 11 octobre 2011* fixant la liste des diplômes et attestations requis des postulants à la nationalité française en application du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993.

Au JO du 21 juin 2015 :

- Décret n° 2015-696 du 19 juin 2015 portant publication de **l'accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part** (ensemble une annexe), signé à Rome le 15 décembre 2003 ;
- Décret n° 2015-698 du 19 juin 2015 portant publication de **l'accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne**

ainsi que ses États membres et le Royaume du Maroc signé à Bruxelles le 12 décembre 2006 ;

· Décret n° 2015-699 du 19 juin 2015 relatif à l'**encadrement des conditions d'emprunt des organismes d'habitations à loyer modéré et de leurs filiales** - *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;

· Décret n° 2015-701 du 19 juin 2015 **simplifiant la délivrance des passeports** - *Modification du décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005, du décret n° 55-1397 du 22 octobre 1955 et du décret n° 2013-1188 du 18 décembre 2013 - V. aussi la délibération de la CNIL n° 2015-124 du 7 avril 2015* ;

· Décret n° 2015-702 du 19 juin 2015 **modifiant le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972** fixant les conditions d'application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les **conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015* ;

· Décret n° 2015-703 du 19 juin 2015 relatif au **fichier automatisé des personnes titulaires de la carte professionnelle délivrée pour l'exercice de transactions et d'opérations de gestion immobilière portant sur les immeubles et les fonds de commerce** ;

· Décret n° 2015-704 du 19 juin 2015 pris en application de l'article 50 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 relatif au **crédit d'impôt phonographique** prévu à l'article 220 octies du Code général des impôts ;

· Arrêté du 19 juin 2015 fixant les informations figurant sur la carte professionnelle, sur le récépissé de déclaration préalable d'activité et sur l'attestation prévues par le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 applicable aux agents immobiliers, syndics et gestionnaires de biens - *Abrogation de l'arrêté du 23 décembre 2009* ;

· Arrêté du 19 juin 2015 fixant le modèle unique de demande, de renouvellement ou de modification de la carte professionnelle, de la déclaration préalable d'activité, de la déclaration de libre prestation de services et le modèle de demande d'attestation de personne habilitée prévus par le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 applicable aux agents immobiliers, syndics et gestionnaires de biens [*V. aussi le rectificatif publié au JO du 23 juin 2015*].

Au JO du 23 juin 2015 :

· *Rectificatif* à l'arrêté du 19 juin 2015 fixant le modèle unique de demande, de renouvellement ou de modification de la carte professionnelle, de la déclaration préalable d'activité, de la déclaration de libre prestation de services et le modèle de demande d'attestation de personne habilitée prévus par le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 applicable aux agents immobiliers, syndics et gestionnaires de biens [*arrêté publié au Journal officiel du 21 juin 2015*].

Au JO du 24 juin 2015 :

· Décret n° 2015-707 du 22 juin 2015 portant diverses **dispositions d'adaptation de la législation financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie** - *Modification de plusieurs codes et textes non codifiés* ;

· Décret n° 2015-708 du 22 juin 2015 relatif aux **modalités de mise en œuvre des études de coûts de revient et de tarifs dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** prévues au 11° de l'article L. 14-10-1 du Code de l'action sociale et des familles - *Modification du Code de l'action sociale et des familles - V. aussi la délibération de la CNIL n° 2015-072 du 26 février 2015* ;

· Décret n° 2015-709 du 22 juin 2015 relatif aux **modifications d'une autorisation de mise sur le marché et d'un enregistrement de médicaments à usage humain et d'une autorisation de mise sur le marché**

de médicaments vétérinaires - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 9)*

-*Modification du Code de la santé publique ;*

· Décret n° 2015-711 du 22 juin 2015 relatif à l'Institut national de formation défini à l'article L. 228-1 du Code de la sécurité sociale - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code de la sécurité sociale ;*

· Arrêté du 19 juin 2015 *modifiant l'arrêté du 31 janvier 1986* modifié relatif à la **protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.**

Au JO du 25 juin 2015 :

· Loi n° 2015-714 du 24 juin 2015 **tendant à préciser l'infraction de violation de domicile** - *Modification du Code pénal ;*

· Décret n° 2015-715 du 23 juin 2015 relatif aux **dépenses sociales et culturelles des personnes morales de droit privé sur lesquelles la Banque de France exerce une influence dominante** - *Modification du Code monétaire et financier ;*

· Décret n° 2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » régi par l'article L. 3332-17-1 du Code du travail - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015 - Modification du Code du travail ;*

· Décret n° 2015-721 du 23 juin 2015 *modifiant le décret n° 57-281 du 9 mars 1957* pris pour l'application de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant **statut de l'Agence France-Presse** ;

· Décret n° 2015-722 du 23 juin 2015 relatif au **crédit d'impôt pour dépenses de création de jeux vidéo** ;

· Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux **modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante** ;

· Arrêté du 12 juin 2015 autorisant la **création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Résultats du permis de conduire »** - *Voir aussi la délibération CNIL n° 2015-130 du 23 avril 2015 ;*

· Arrêté du 12 juin 2015 *modifiant l'arrêté du 8 novembre 2012* fixant les **conditions d'obtention du brevet de sécurité routière correspondant à la catégorie AM du permis de conduire** - *Le présent arrêté entre en vigueur deux mois à compter de la date de sa publication ;*

· Arrêté du 23 juin 2015 relatif à la **réutilisation gratuite des bases de données économiques de la direction de l'information légale et administrative** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015 ;*

Et arrêté du 23 juin 2015 relatif à la **rémunération de services rendus par la direction de l'information légale et administrative en complément de la mise à disposition des bases de données économiques** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015.*

Au JO du 26 juin 2015 :

· Décret n° 2015-724 du 24 juin 2015 pris pour l'application des articles 4-1 et 6 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les **conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et fonds de commerce** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015 - Modification du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 ;*

· Décret n° 2015-725 du 24 juin 2015 relatif aux **règles applicables en matière de taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de revente de véhicules automobiles d'occasion par un assujetti revendeur** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2015 - Modification du Code général des impôts ;*

- Décret n° 2015-731 du 24 juin 2015 relatif aux formalités administratives nécessaires à l'exercice de l'activité économique des personnes relevant du régime prévu à l'article L. 133-6-8 du Code de la sécurité sociale - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 6) - Modification du Code de commerce, du Code pénal, du Code du travail, du décret n° 85-891 du 16 août 1985 et du décret n° 98-247 du 2 avril 1998 ;*
- Décret n° 2015-733 du 24 juin 2015 relatif aux commissions départementales de conciliation des litiges locatifs - *Modification du décret n° 2001-653 du 19 juillet 2001 et du décret n° 87-818 du 2 octobre 1987 ;*
- Décret n° 2015-734 du 24 juin 2015 portant **création d'un dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements.**

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA